

Questions orales

Le premier ministre dira-t-il à la Chambre si à la réunion au sommet tenue hier soir à laquelle ont participé les ministres des Forêts et du Commerce de tout le Canada, y compris notre ministre d'État aux Forêts et notre ministre du Commerce extérieur, on en est venu à un consensus au sujet des mesures à prendre relativement au commerce des résineux.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je regrette de ne pouvoir répondre à cette question. Je m'enquerrai volontiers et ferai rapport à mon ami aussitôt que possible.

LES OBSERVATIONS FAITES PAR UN MINISTRE À LA TÉLÉVISION

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au premier ministre. Aurait-il l'obligeance d'expliquer les observations faites hier soir à BCTV par le ministre du Commerce extérieur qui a révélé que le Canada songeait à prendre des mesures de représailles contre les droits de 30 p. 100 qui pourraient être perçus sur les résineux canadiens? Sur quelles marchandises américaines le premier ministre songe-t-il à percevoir des taxes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'étais pas au courant de cette remarque. Je n'en accepte pas la prémisse. Je peux dire à mon honorable ami que depuis deux semaines entre autres je n'ai cessé d'avancer les intérêts de l'industrie du bois d'oeuvre au Canada et jusqu'en Extrême-Orient—et ce qui devrait intéresser le député—j'ai fait de la réclame en faveur d'Expo 86.

* * *

L'ORGANISATION DES MESURES D'URGENCE

LES INCENDIES DE FORÊT AU NOUVEAU-BRUNSWICK—L'AIDE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. W. R. Bud Jardine (Northumberland—Miramichi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Beaucoup d'incendies de forêt ne sont pas encore maîtrisés dans toute la région des Maritimes. Je suis particulièrement préoccupé par ceux qui font rage dans le comté de Northumberland où ils ont détruit des milliers d'acres de forêt. Le ministre peut-il nous dire si les autorités provinciales ont sollicité l'aide du gouvernement fédéral et notamment de l'Organisation des mesures d'urgence?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, la situation est très grave au Nouveau-Brunswick. À 9 heures ce matin, il y avait de 37 à 40 incendies de forêt dans cette province, dont 16 n'étaient pas maîtrisés. À 10 heures, le gouvernement fédéral n'avait pas encore reçu de demande d'aide de la part du gouvernement du Nouveau-Brunswick, mais cette aide, que nous pourrions offrir par l'entremise de l'OMU, a été inventoriée, de sorte que si le Nouveau-Brunswick la requiert, nous pourrions agir immédiatement.

J'ajouterai que, même si la situation est grave, on me dit que les habitants des régions où se situent les incendies ne sont pas vraiment en danger.

LA POSSIBILITÉ QUE DES EXERCICES D'ARTILLERIE SOIENT À L'ORIGINE DE L'UN DES INCENDIES

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question, qui fait suite à la précédente, s'adresse aussi au ministre de la Défense. Ce matin, j'ai parlé à des responsables de la base de Gagetown des Forces canadiennes, lesquels m'ont déclaré que l'un des plus importants incendies de forêt qui font rage est dû à l'utilisation de munitions de combat au cours d'exercices d'artillerie qui se sont déroulés dans ces bois secs comme de l'amadou. Le ministre expliquera-t-il pourquoi nos soldats tirent avec des munitions de combat quand les risques d'incendie de forêt sont si grands? Quelle indemnité le gouvernement prévoit-il verser pour les dommages et les pertes qu'entraîneront inévitablement ces incendies?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le ministère effectuera certainement une enquête minutieuse sur les allégations que le député vient de faire à la Chambre des communes.

L'INDEMNISATION ÉVENTUELLE DES PERSONNES TOUCHÉES

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre de la Défense nationale. Puisque l'un des principaux incendies a été causé par les Forces armées canadiennes et menace un certain nombre d'agglomérations de la région de Gagetown, où des centaines de familles doivent être évacuées, quelle indemnité le ministre prévoit-il verser aux victimes?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député a exposé...

M. Althouse: Les faits.

M. Nielsen: ... ce qu'il semble prendre pour des faits réels. Il serait prudent d'établir si ce qu'il affirme est vrai ou non.

M. Riis: Dans ce cas, vous devriez vous informer.

M. Nielsen: Le plus prudent serait de me laisser mettre en marche les enquêtes nécessaires au sein du ministère pour déterminer si les affirmations du député sont fondées.

* * *

LE REVENU NATIONAL

L'ARGENT DÉPENSÉ DANS LE CADRE DU PROJET DE RECHERCHE SUR LES HOLSTEINS

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'adresse ma question au ministre du Revenu national. Pourquoi le ministre persiste-t-il à approuver le versement de 10 millions de dollars à la société Dreamstreet Limited pour qu'elle compare la production des holsteins rousses et blanches à celle des holsteins noires et blanches, alors que ce projet a été déclaré complètement inutile par l'Association Holstein du Canada, l'Université de Guelph et le coordonnateur de la recherche d'Agriculture Canada? De quelles pressions le ministre fait-il l'objet pour s'obstiner ainsi à dépenser 10 millions de dollars de deniers publics?